

je devais aujourd'hui divaguer dans mon souci d'attirer l'attention sur cette question, je considérerais avoir fait œuvre utile.

Je veux aussi aborder une autre question. Elle porte sur une situation qui n'a rien de local. Il s'agit de l'effet du ralentissement de l'économie canadienne sur l'ensemble des problèmes économiques. Lorsque j'étais très jeune, la plupart des hommes de ma localité et des environs partaient pour Toronto au printemps. Ils acquéraient des connaissances dans le domaine de la construction. Ils obtenaient des emplois saisonniers. Bon nombre se spécialisaient dans le lattage, la pose d'armature métallique et autres activités de la construction. Avec le temps ils ont acquis beaucoup de connaissances et d'expérience.

Ces gens étaient bien récompensés. Ils touchaient les salaires élevés du centre du Canada. Ils avaient quitté leurs petites communautés de la côte est pour aller dans les régions les plus riches et les plus évoluées du pays. Aujourd'hui, les habitants de ces régions du Canada ne peuvent pas fournir de travail à leur propre famille. En conséquence, lorsque le taux d'emploi diminue dans les régions à faible développement, les habitants des régions à faible développement n'ont plus qu'à rester chez eux. Quel que soit leur degré d'opulence, les gens doivent tolérer les effets dévastateurs du chômage. Je tiens à le souligner parce que ce à quoi nous avons affaire actuellement n'est pas un problème provincial, mais national.

L'hon. Allan J. MacEachen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, je ne songe en aucun cas à dire que le député de Gander-*Twillingate* (M. Lundrigan) a une case de vide, bien qu'il ait pu le croire à tort. J'ai trouvé son discours très constructif et je lui sais gré des propos élogieux qu'il a eu, à juste titre, à l'endroit du personnel des services de la main-d'œuvre à Terre-Neuve et dans d'autres provinces, services qui s'attaquent à la racine même des problèmes qui se posent à l'ensemble des collectivités au Canada, et ne les abordent pas sous un angle théorique ou spéculatif.

• (4.20 p.m.)

Je lui sais gré de ses remarques sur les problèmes des provinces de l'Atlantique, car il nous est bien évident à tous que l'économie de certaines régions du Canada, y compris les provinces de l'Atlantique, n'a pas créé l'inflation. A mesure que progresse le combat contre l'inflation, cependant, elles en sont fortement affectées et, parce qu'elles sont les régions faibles du pays, elles seront affectées plus sérieusement. A mon avis, la morale du

débat est que nous sommes tous directement intéressés au succès de la lutte contre l'inflation au Canada. Notre objectif à long terme est de soutenir et d'accélérer notre croissance économique, et aucune région du pays n'a plus à gagner du progrès économique à long terme que celle qui est moins bien favorisée. L'inflation embrouille actuellement les perspectives de progrès au Canada et, à moins que comme nation nous ne réussissions à résoudre ce problème, les conséquences que mon honorable ami a mentionnées seront encore plus évidentes et plus cruelles.

Je regrette de n'avoir pu entendre le représentant de Broadbent...

Une voix: Oshawa-Whitby.

L'hon. M. MacEachen: ...le représentant de Waterloo.

Des voix: Oshawa-Whitby.

L'hon. M. MacEachen: Je suis confus, le représentant d'Oshawa-Whitby (M. Broadbent). Je le connais par ses capacités et son intelligence, mais non par son nom ou sa circonscription. De toutes manières, je regrette de ne pas avoir entendu son discours. Je serais resté à Ottawa si je n'avais pas arrangé une rencontre ce matin avec le premier de la Nouvelle-Écosse pour lui transmettre la réponse officielle du gouvernement à sa demande d'assistance pour la remise en état de l'usine d'eau lourde à Glace Bay. Il s'agissait d'une importante décision pour le développement de la Nouvelle-Écosse et des provinces maritimes et le montant de l'aide fédérale fournie sous diverses formes dépassera \$40 millions. C'est sûrement une marque d'intérêt de la part du gouvernement fédéral envers les provinces, surtout les provinces pauvres.

La motion présentée à la Chambre soutient que la politique de main-d'œuvre est discriminatoire et inefficace. J'aimerais vous entretenir plus tard de l'expression «discriminatoire et inefficace», mais en outre cette motion laisse entendre que l'ensemble des politiques économiques et des programmes de développement conçus à Ottawa est inefficace. Peut-être la faiblesse de la motion est elle due à son exagération même. Très souvent une cause est perdue à la Chambre parce qu'elle est exagérée.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Le ministre est bien placé pour le savoir.

L'hon. M. MacEachen: Voilà certainement un cas où l'on a lancé une attaque contre le meilleur des programmes canadiens et le plus